



# UNION PAYSANNE le journal

Pour faire changement!

Numéro 14 - avril 2007



## Après 2 ans de silence Le retour du Journal

L'éditorial de l'UPJ

### Vous tenez entre vos mains

la nouvelle copie du journal de l'Union paysanne.

Presque 2 ans se sont écoulés entre le dernier numéro et cette nouvelle parution, mais en somme rien n'a vraiment changé. L'Union paysanne se bat toujours aussi intensément afin de rendre nos campagnes accessibles et pour que le Québec se dote d'une réforme agraire digne de ce nom. Parallèlement l'UPA détient toujours son monopole syndical honteux sur les agriculteurs de la belle province et les dégâts du modèle agricole qu'elle défend continuent de s'accumuler.

Nous savions dès le départ que de lancer un journal indépendant était une tâche difficile, il nous fallait apprivoiser le média, rendre les nouveaux enjeux agricoles accessibles et faire face aux impératifs économiques. Soulignons que la précédente équipe menée par Roméo Bouchard a relevé ce défi avec brio, il ne se passe pas une semaine sans qu'un membre de l'Union paysanne ou un sympathisant nous glisse à l'oreille (ou au courriel) que le journal lui manque et combien il remplissait une mission importante.

Alors pourquoi ce silence de deux ans? Et bien vous vous doutez sûrement que les impératifs économiques sont pointés du doigt en premier lieu. Également, à travers le quotidien de l'Union paysanne, il nous fût impossible de mener à bien la tâche de réévaluer la parution du journal et ce qui lui permettrait de vivre.

Et bien avec cette copie, vous êtes en mesure de juger que nous semblons avoir relevé le défi de faire paraître à nouveau le journal de l'Union paysanne, tout en conservant sa mission comme organe d'opinion au service d'un mouvement et de toutes personnes préoccupées par l'agriculture.

Ce journal souhaite être un outil pour mener le combat entrepris par l'Union paysanne en lien avec tous les mouvements paysans du monde : créer une alternative à l'agriculture industrielle qui dévaste les campagnes et à la malbouffe qui détruit notre santé.

Le journal paraîtra deux fois l'an pour débiter, afin de maîtriser les aspects économiques et ainsi assurer sa pérennité. Autre nouveauté, il contiendra à chaque parution un dossier encarté qui traitera plus en profondeur d'un sujet d'actualité relatif à la paysannerie et la ruralité. Nous nous adresserons en premier lieu aux membres et aux affiliés afin de soutenir la réflexion et l'action de tous en faveur d'une agriculture paysanne au Québec

Notre journal sera toujours autant d'actualité en traitant dans nos pages des grands enjeux qui unissent paysans et citoyens. C'est ce qui nous amène en ce début d'année à traiter de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois qui occupera le gros de nos pages. (Voir page...)

En terminant permettez moi de lever mon chapeau à tout ceux qui ont rêvé ce journal, à commencer par le précurseur, M. Roméo Bouchard, et à ceux qui suivront. ☀

### Dans ce numéro

#### Éditorial

- Le retour du Journal ..... 1
- L'Union paysanne est là pour rester ..... 2
- Faire ses commissions ..... 2

#### Actualité

- La Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois - Choisir l'avenir ..... 3
- L'Union paysanne récolte ce qu'elle a semé..... 3
- Que fera l'Union paysanne? ..... 4

#### Opinions

- Qui sème le vent récolte la tempête ou Lucien Bouchard, apôtre des causes désespérées ..... 4
- Quand le lait surit ..... 5

#### Pays d'ailleurs

- L'action internationale de l'Union paysanne ..... 6

#### Nouvelles brèves

- ..... 6

#### Lectures du pays

- Y a-t-il un avenir pour les régions? ..... 7

#### Chronique

- L'Union paysanne y était ..... 8

# L'Union paysanne est là pour rester!

L'Union paysanne, depuis le mois de décembre 2006, entame sa 6<sup>e</sup> année d'existence. En dépit des prévisions défaitistes et du dénigrement de la part de l'industrie agroalimentaire, l'idée de départ a fait du chemin.

Alors que le simple mot de « paysan » était banni du vocabulaire québécois il y a cinq ans et que les sujets agricoles n'apparaissent que dans les publications spécialisées, l'Union paysanne a su devenir ce mouvement qui maintenant fait partie du visage agricole québécois et la population du Québec s'intéresse maintenant aux enjeux de l'agriculture et partage notre vision.

Depuis 2001, l'Union paysanne a forcé le débat et pris la parole. Plus d'une centaine de communiqués, une dizaine de mémoires, un livre, des dizaines de conférences et des rencontres par centaines. Au départ un rêve, une idée, aujourd'hui un espoir de tailler une place à la paysannerie, d'ouvrir la voie à une autre forme d'agriculture.

Dans le contexte québécois, les réactions face à l'Union paysanne semblent parfois paradoxales, contradictoires. Ainsi, en 2005, l'Assemblée nationale remettait à l'Union paysanne le prix Claire-Bonenfant pour la promotion des valeurs démocratiques. Pendant ce temps, l'État maintient néanmoins le monopole syndical de l'UPA. Même au sein de l'UPA, les réactions sont intéressantes. En dépit des positions des dirigeants de l'UPA, les 24 présidents des syndicats de base de l'UPA de la région de Québec recommandaient même, dans un rapport interne de 2001, de considérer l'Union paysanne, parce « qu'elle est donc perçue comme un message, un signal, un élément déclencheur afin de faire réveiller l'UPA. L'Union paysanne est seulement le reflet de ce que nous, producteurs agricoles, ne sommes pas capables d'avouer. D'ailleurs, certains présidents songent à s'y joindre.

Une façon de faire la moue à ceux qui n'entendent plus, voire même un chemin naturel à emprunter vers un avenir meilleur. »

Depuis cinq ans, l'Union paysanne tente de faire les liens dans le feuillage agricole, de convaincre le gouvernement que les décisions et les subventions ont des conséquences directes sur notre agriculture et que la population n'est pas du tout d'accord avec la direction prise, si direction il y a. Pendant quelques décennies, l'État a abandonné l'agriculture aux mains de l'UPA. Ce lobby contrôle ou influence main-

tenant l'ensemble du dossier et n'a aucun intérêt à changer l'ordre établi. Pour l'Union paysanne, il est clair que le changement passera par la société civile, pour autant qu'elle soit informée de la situation. C'est dans cet esprit que nous avons réclamé la tenue d'États généraux sur l'agriculture, l'alimentation et le territoire. En réponse à cette demande, le gouvernement tient une commission qui entreprend sa tournée des régions pour recueillir les commentaires de tous et chacun.

Nous comprenons que beaucoup doutent de la portée de

cette commission et nous ne sommes pas dupes des promesses gouvernementales. Mais nous faisons le pari que les graines semées par l'Union paysanne depuis 5 ans lèveront en même temps que cette commission.

Les commissaires verront qu'il est de plus en plus difficile en 2007 de trouver des personnes prêtes à justifier le monopole de l'UPA, son contrôle sur la mise en marché des produits agricoles, ses assises sur le financement de l'agriculture, ses campagnes de peur auprès des fermiers. Pourquoi? Probablement parce

que maintenant elle a un vis-à-vis qui depuis sa fondation donne une autre version, une autre vision de l'agriculture. Si le pluralisme syndical n'est pas encore une réalité légale, la société québécoise sait qu'il y a pluralité du discours. C'est le début.

Les réformes ne sont jamais le fruit du destin. Elles sont le résultat de l'engagement de personnes convaincues. Merci à tous ceux qui ont rêvé l'Union paysanne depuis le début, ceux qui y ont cru et même à ceux qui l'ont critiquée.

**Paysannement votre!** ☀

## Faire ses commissions

Comme chaque année, en fonction de nos intérêts et du moment, vient le temps de faire ses commissions : la Commission sur la forêt québécoise, la Commission sur l'avenir des soins de santé, la Commission sur le déséquilibre fiscal et la dernière en liste : la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois.

Cette commission, l'Union paysanne peut se vanter d'avoir travaillé très fort à ce qu'elle voit le jour, il ne nous reste plus qu'à la faire! Chose en apparence simple, mais qui ravive chez les citoyens une vieille blessure : le BAPE sur la production porcine. Rappelons-nous : le BAPE le plus important en terme de participation, des centaines de citoyens à la grandeur du Québec fouillant et cherchant pendant des heures afin d'édifier leur mémoire et opinions. Ils se sont déplacés, concertés et en fin de compte, se sont fait doubler par l'industrie et par le gouvernement Charest. Au total, 54 recommandations de la part des commissaires dont moins de 5 ont été appliquées.

Au sortir, le cynisme et la fatigue étaient grands dans la

population. Ils le sont encore. Lors de mes sorties il n'y a pas une fois ou la question ne m'est posée : est-ce que ça va servir à quelque chose? Je réponds toujours que je n'en sais rien. Que la politique semblait être toujours au dessus de toute chose sans souci du peuple, il est difficile de prévoir son penchant.

Mais avons-nous le loisir de ne pas nous présenter? Non évidemment et nous irons devant cette commission par devoir, parce que notre souci d'une campagne habitée et d'une paysannerie vivante dépasse largement les inquiétudes qui nous habitent. Nous ne laisserons pas le terrain à ceux qui voudraient voir l'agriculture être plus compétitive que solidaire, plus chimique que biologique, plus productive qu'en équilibre. Le constat d'échec du modèle agricole actuel est à notre avis indiscutable c'est d'ailleurs la raison qui nous a mené vers cette commission; ce partage généralisé de l'opinion voulant que rien ne va plus.

Pourtant une question demeure : combien de temps encore l'Union des producteurs agricoles pourra-t-elle continuer à ne pas reconnaître sa responsabilité dans toute cette débandade?

Malheureusement pour l'UPA, qui souhaiterait un débat neutre et éclairé<sup>1</sup>, il sera impossible pour l'Union paysanne de ne pas souligner, lors de cette commission, que l'UPA a justement manqué de lumière depuis une bonne quinzaine d'années dans sa gestion de l'agriculture. Il sera impossible de ne pas souligner que l'UPA n'a encore jamais reconnu ses responsabilités dans la crise actuelle. Or, tout psy de bonne famille vous dira qu'afin d'édifier un nouvel édifice il est nécessaire de reconnaître à la base ses torts. ☀



Benoît Girouard, porte-parole de l'Union paysanne



### Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois

## Choisir l'avenir

...Attendu qu'il y a lieu d'initier une démarche de réflexion et de disposer d'une nouvelle vision du développement du secteur agricole et agroalimentaire par la mise en place d'une commission qui aura pour mandat d'examiner l'ensemble du secteur au Québec et de formuler des recommandations au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

Cette introduction, tirée du décret gouvernemental, est devenue tangible le 28 juin dernier lorsque le ministre Yvon Vallière lança officiellement en conférence de presse la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Québec.

Trois ans après le lancement de l'initiative de l'Union paysanne (voir ci-dessous), voilà que le Québec dans sa composante citoyenne et agricole aura enfin l'occasion de se prononcer sur le modèle d'agriculture qu'il

souhaite voir pour nos campagnes. Cette commission dirigée par un ex-haut fonctionnaire et sociologue, M. Jean Pronovost, secondé par M. Mario Dumais, économiste et ancien secrétaire de la Coop Fédérée et par Mme Pascale Tremblay, agronome, aura un très large mandat.

Elle devra entre autres faire un état de la situation des enjeux et défis de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois et établir un diagnostic afin de formuler des recommandations.

L'Union paysanne s'est déclarée fort satisfaite de cette annonce et des mandats confiés à la commission. Elle se réjouit également de la garantie faite par le Ministre que la Commission tiendra compte des quatre impératifs suivants :

☀ La Commission ira dans l'ensemble des régions auprès des acteurs du secteur agricole et des citoyens intéressés par cette question.

☀ La Commission aura une portée gouvernementale.

☀ La Commission traitera d'agriculture, d'alimentation et de territoire.

☀ La Commission ne se fera pas derrière des portes closes et sera accessible.

Voilà des mandats fort importants non pas seulement pour les commissaires, mais bel et bien pour l'ensemble du Québec au grand complet.

Depuis l'annonce du ministre au mois de juin dernier, la commission s'est mise en place lentement en commençant par s'entourer d'une équipe de soutien et en se rendant accessible sur Internet. Elle a de plus réalisé son premier mandat par un cahier de consultation qui fut lancé à Québec le 10 janvier dernier sous le titre « Agriculture et agroalimentaire : choisir l'avenir ».

« En publiant ce document, notre objectif est de susciter la mobilisation, d'amorcer un débat animé et ouvert. Nous voulons alimenter la réflexion et favoriser la participation la plus large possible. Nous serons heureux de recevoir des avis sur d'autres sujets que ceux couverts par le document et nous ne préjugeons en rien des résultats de la consultation » a déclaré M. Pronovost.

☀ soumettre vos commentaires directement aux commissaires via le site Internet de la Commission et également de suivre ses travaux qui s'échelonneront jusqu'en juin 2007. En terminant, la CAAAQ doit remettre son rapport et ses recommandations au plus tard en janvier 2008. ☀

☀ soumettre vos commentaires directement aux commissaires via le site Internet de la Commission et également de suivre ses travaux qui s'échelonneront jusqu'en juin 2007. En terminant, la CAAAQ doit remettre son rapport et ses recommandations au plus tard en janvier 2008. ☀

Fait notable, dans son chapitre portant sur la gouvernance la commission ouvre une porte sur la question du monopole syndical de l'UPA. Maxime Laplante, président de l'Union paysanne, s'est dit réjoui que cette question fasse l'objet de discussion. C'est même une question fondamentale en regard de tout le contrôle que possède l'UPA sur le monde agricole et qui par le fait même la rend hautement responsable des déboires de notre agriculture. Elle doit répondre du fait de ne pas avoir préparé la classe agricole aux problèmes actuels et de l'échec du système qu'elle a soutenu depuis 15 ans.

Rappelons que cette commission s'est mise en branle le 13 février dernier à Trois-Rivières et doit entendre agriculteurs et citoyens (voir texte sur l'horaire de la CAAAQ). Même si les travaux ont été suspendus le temps de la campagne électorale, il est possible de

☀ soumettre vos commentaires directement aux commissaires via le site Internet de la Commission et également de suivre ses travaux qui s'échelonneront jusqu'en juin 2007. En terminant, la CAAAQ doit remettre son rapport et ses recommandations au plus tard en janvier 2008. ☀

☀ soumettre vos commentaires directement aux commissaires via le site Internet de la Commission et également de suivre ses travaux qui s'échelonneront jusqu'en juin 2007. En terminant, la CAAAQ doit remettre son rapport et ses recommandations au plus tard en janvier 2008. ☀

☀ soumettre vos commentaires directement aux commissaires via le site Internet de la Commission et également de suivre ses travaux qui s'échelonneront jusqu'en juin 2007. En terminant, la CAAAQ doit remettre son rapport et ses recommandations au plus tard en janvier 2008. ☀

☀ soumettre vos commentaires directement aux commissaires via le site Internet de la Commission et également de suivre ses travaux qui s'échelonneront jusqu'en juin 2007. En terminant, la CAAAQ doit remettre son rapport et ses recommandations au plus tard en janvier 2008. ☀

☀ soumettre vos commentaires directement aux commissaires via le site Internet de la Commission et également de suivre ses travaux qui s'échelonneront jusqu'en juin 2007. En terminant, la CAAAQ doit remettre son rapport et ses recommandations au plus tard en janvier 2008. ☀

## L'Union paysanne récolte ce qu'elle a semé



L'Union paysanne le journal... Pour faire changement!

Éditeur : Union paysanne  
CP 515, succ. Bureau chef, Saint-Hyacinthe (Qc) J2S 7B8  
(450) 774-7692 • Courriel : journal@unionpaysanne.com  
Intenet : www.unionpaysanne.com

Caricaturiste : Pierre McLeod  
Graphisme : Éliane Vincent, Studios Sigma  
sigma@videotron.ca

Impression et distribution : Impression Alliance 9000

Ont collaboré à ce numéro : Maxime Laplante, Yves Chartrand, Benoit Girouard, Karen Rotshchild, Frédéric Sauriol

# Que fera l'Union paysanne?

Tous ont pu le deviner, l'Union paysanne attendait ce moment depuis longtemps. La Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois lui permettra de dresser son bilan de l'agriculture québécoise, mais selon les propos recueillis auprès de son président « de proposer aussi des pistes de solutions. »

La pièce maîtresse de sa préparation s'articulera autour d'un questionnaire qu'elle soumettra à l'ensemble des Québécois afin d'étayer son regard et ses positions. Ce questionnaire de 20 questions, disponible dans le présent numéro, est également accessible en ligne sur le site Internet de l'Union paysanne : <http://unionpaysanne.com> Elle invite d'ailleurs la population à participer en grand nombre.

Parallèlement, elle travaille en ce moment à son mémoire et à sa stratégie en regard de la Commission. L'Union paysanne a d'ailleurs rencontré à ce sujet, en compagnie de Greenpeace et des Amis de la Terre de Québec, un ensemble de groupes lors de rencontre à Québec et à Montréal en janvier dernier.

**L'Union paysanne prépare également trois colloques en 2007 afin d'élargir le cadre de sa réflexion :**

## De la sécurité à la souveraineté alimentaire

Les 23 et 24 mars à l'UQAM, Montréal  
Pour information : Annie Rochette, 514-593-7546

\*Organisé conjointement par L'Union paysanne, la Chaire en éducation relative à l'environnement de L'UQAM et l'Association Manger santé bio.

## La gestion de l'offre : le temps d'un bilan

Le 2 mai à Hôtel L'Oiselière, Lévis  
Pour information : Maxime Laplante, 418-926-2473

## À quoi sert l'agriculture?

Cet automne à la TOHU, Montréal (dates à confirmer)

Pour information : surveillez le nouveau site de la Fête bio paysanne en avril.

\*Organisé dans le cadre des Rendez-vous citoyen-paysan de la Fête bio paysanne

# Qui sème le vent récolte la tempête

## Ou Lucien Bouchard, l'apôtre des causes désespérées

*Il est difficile d'avoir échappé à toute la saga Olymel à Vallée-Jonction. Mais avant d'aller trop loin, amusions-nous à revenir en arrière. En 1998 s'est tenu le Sommet des décideurs à Saint-Hyacinthe. Ce sommet rassemblait l'industrie agricole, l'UPA et le gouvernement, représenté par nulle autre que... Lucien Bouchard.*

Le cœur de ce sommet était d'augmenter la production de porc afin de l'exporter et de créer 15 000 emplois dans ce secteur à l'horizon 2005. On mettait donc toute la machine derrière cette volonté commune de faire plus de porc... et plus d'argent. Le tout avec la bénédiction complète du gouvernement de l'époque, dirigé par... Lucien Bouchard.

Déjà en 1998, des voix s'élevaient pour dire que ce grand rendez-vous manquait de réalisme tant sur la connaissance des économies agricoles et des réalités de la mondialisation que sur les problèmes environnementaux et de cohabitation qui risquaient d'en découler.

### Petite chronologie des évènements...

#### 1999-2000

Naissance des premiers groupes de citoyens s'opposant à l'industrie porcine en relation avec les nuisances dans les campagnes (odeur, pollution des nappes phréatiques et des cours d'eau, etc.).

#### 2001

Création de la Financière agricole (l'équivalent d'une banque privée, mais financée par les contribuables, dont le conseil d'administration doit compter 5 sièges sur 11 réservés à l'UPA, dont celui de président). La Financière est aujourd'hui déficitaire d'environ 380 millions de dollars... en grande partie à cause du porc et du maïs, la base de l'alimentation du porc au Québec.

#### 2001

Naissance de l'Union paysanne, reliée en grande partie aux impacts de la production porcine en régions et au monopole de l'UPA.

#### 2002

À quelques mois d'intervalle, le ministre Boisclair impose un moratoire à la production

porcine et met sur pied un BAPE sur le sujet.

#### 2003

Publication du rapport qui accouche de 58 recommandations à la suite de ce qui s'est avéré le plus grand BAPE au Québec en termes d'implication des citoyens et du nombre de mémoires déposés.

#### 2004

Levée du moratoire sur la production porcine par le parti Libéral.

#### 2004

Imposition de la loi 54 sur le droit de produire par Thomas Mulcair. Toutefois, le projet de loi 54 stipule que l'imposition de ces conditions ne doit pas trop affecter le producteur porcin. « L'ensemble des conditions auxquelles est délivré le permis ne doit pas nuire sérieusement à l'exploitation de l'entreprise du demandeur, ni avoir un impact substantiel sur sa rentabilité », peut-on lire. Cette loi a été décriée par le barreau du Québec comme étant anti-démocratique.

#### 2006

Problèmes graves dans l'industrie porcine... Olymel et la Coop fédérée embauchent un médiateur. Qui?... Lucien Bouchard.

#### 2007

La fermeture de l'usine d'Olymel à Vallée-Jonction est évitée de justesse grâce à des concessions majeures de la part des employés. La survie de l'entreprise est toujours menacée.

Conclusion? Il est parfois difficile de savoir à quoi servent la politique et le politicien. Où étaient tout ces gens en 1998 lors du sommet des décideurs? Dans le fond, qui décidait? Nous espérons que personne ne se surprendra du cynisme des citoyens vis-à-vis des décisions des décideurs...

Lucien Bouchard compris. 

# Quand le lait surit

Le 13 février dernier Jonathan Portelance, fondateur de la Fromagerie Jonathan, a soulevé devant la Commission sur l'avenir de l'agriculture à Trois-Rivières les difficultés rencontrées par son entreprise pour avoir accès à du lait biologique.

Le cas de la Fromagerie Jonathan dont la croissance a été stoppée par manque de lait biologique n'est pas reliée comme on pourrait le croire à des difficultés d'approvisionnement du secteur bio mais bel et bien aux ratés du système de quota laitier qui étouffe à la fois la relève, les fermes paysannes et les fermes biologiques.

**DERNIÈRE HEURE**  
À cause des difficultés d'approvisionnement en lait biologique, la fromagerie Jonathan a fermé ses portes à la fin de février.  
Plus de détails dans la prochaine édition du Journal

pensé afin de garantir un revenu décent aux producteurs laitiers et ce même en demeure : est-ce équitable de vivre de sa ferme laitière seulement lorsqu'on la vend?

Beaucoup accusent l'UPA et la Fédération des producteurs de lait de ne plus écouter la base et d'avoir perverti le système de gestion de l'offre à des fins corporatistes. L'Union paysanne croit que les quotas appartiennent de façon économique aux agriculteurs, mais qu'ils appartiennent de façon morale à l'ensemble des citoyens puisqu'ils ont une portée collective.

L'État permet la gestion de l'offre par souci du bien commun afin de fournir un approvisionnement stable en produits laitiers à sa population et assurer un environnement économique solide aux agriculteurs. Malheureusement, la Fédération des producteurs de

lait du Québec a refusé en 2006 de plafonner le prix des quotas, prouvant son incapacité à gérer la crise et à être responsable pour le bien des générations futures.

Le cas de la Fromagerie Jonathan illustre très bien un système dont les vertus ont été détournées et si rien n'est fait à court terme, notre lait nous viendra des états du sud. L'Union paysanne n'est pas contre le système de gestion de l'offre, au contraire, mais un très sérieux coup de barre doit être donné et rapidement. Le *statu quo* n'est plus une option.

Si rien n'est fait, le secteur biologique sera lui aussi la victime du système conventionnel, au détriment des agriculteurs et de la société. La venue des grandes entreprises d'intégration dans le lait au Québec est bel et bien le signe que la ferme laitière familiale n'est plus... la vache à lait qu'elle était! 

### Ce que l'Union paysanne propose...

**Que le prélevé** de la FPLQ pour le Fonds de publicité et de promotion du lait soit aboli pour les producteurs de lait biologique, puisque rien n'est fait comme publicité ou promotion pour le lait biologique.

**Que le prélevé** de la FPLQ pour le transport du lait soit aboli pour les producteurs transformateurs, puisque leur lait n'est transporté nulle part.

**Que l'état plafonne** immédiatement les quotas et établisse un système de rachat dont un pourcentage serait exclusivement redonné ou prêté à la relève.

**Permettre** aux agriculteurs qui le veulent de vendre directement à la ferme 5% de leur volume de lait autorisé, comme c'est le cas en Allemagne.

**Permettre** la commercialisation du lait cru, qui rejoindrait une importante clientèle de gens désireux de consommer un lait complet.

**Étudier** la possibilité de séparer tout le secteur du lait biologique du secteur conventionnel.

**Que les quotas** sur le lait dans le secteur biologique soient gratuits et mis en circulation en priorité pour la relève.

**Que ce système** soit géré par l'État, le milieu et la société civile afin d'éviter de recréer les erreurs du système conventionnel.

### Le secteur du lait en quelques chiffres et opinions

**En moyenne**, plus de 700 fermes laitières disparaissent chaque année au Québec depuis 45 ans.

**À la fin** de l'année 2007, il restera moins de 7000 fermes laitières au Québec.

**Les fermes** des régions disparaissent en premier.

**Il y a** absence de relève.

**Des fromages** artisanaux français se retrouvent sur nos tablettes à souvent moins cher que nos propres fromages québécois en raison du prix des quotas. (environ 30 000\$ par vache!)

**Le lait** goûte la même chose d'un océan à l'autre, sans souci de la diversité des terroirs.

**Les artisans** sont désavantagés par l'ensemble des coûts du système et la rigidité de la Fédération des producteurs de lait du Québec.

Sur le bio, l'écologie et la santé globale



Venez savourer la santé!

VENEZ ASSISTER à nos démonstrations culinaires, conférences et ateliers sur nos 3 scènes éducatives!

Vendredi • 11 h à 20 h (Montréal seulement)  
Samedi • 10 h à 18 h  
Dimanche • 10 h à 17 h

**MONTRÉAL**  
16- 17 et 18 mars  
Palais des congrès

**QUÉBEC**  
31 mars et 1<sup>er</sup> avril  
Centre des congrès

Pour prendre sa santé en main!



Porte-parole  
ISABELLE HUOT, D.T.P., PH.D.  
DR ROBERT BÉLIVEAU

Sacs cadeaux distribués à l'ouverture de l'EXPO vendredi 11h à Montréal samedi 10 h à Québec Arrivez tôt, quantité limitée!



(514) 332-1005 • ENTRÉE: 10\$  
[www.expomangersante.com](http://www.expomangersante.com)

# L'action internationale de l'Union paysanne

Par Yves Chartrand

Depuis ses débuts il y a cinq ans, l'Union paysanne a démontré son intérêt pour les paysans à travers le monde et pour les enjeux internationaux concernant l'agriculture et l'alimentation. Enjeux qui, au sud comme au nord, semblent avoir les mêmes racines. Cet intérêt a amené notre organisation à faire partie de La Via Campesina, une organisation internationale qui regroupe les paysans de 56 pays des quatre coins du monde.

J'ai rencontré récemment Karen Rotschild, responsable du secteur international au conseil de coordination, et Frédéric Sauriol qui a représenté dernièrement l'Union paysanne lors de rencontres de La Via Campesina, pour en savoir plus sur le pourquoi et le comment de l'action internationale de l'Union paysanne.

Selon Karen et Frédéric, nous constatons chaque jour les effets de l'accélération du néolibéralisme économi-

que ainsi que les impacts locaux et planétaires des politiques agricoles mises en place par les instances internationales. Pour répondre à cette nouvelle réalité, il est donc urgent pour les paysans du monde de se regrouper et de faire valoir leur point de vue, incluant leur participation à des journées d'actions communes planétaires.

**17 avril, Journée internationale de la lutte paysanne, 10 septembre, Journée de la lutte internationale contre l'OMC.**

Au cours de récents voyages en Espagne et en Argentine pour des rencontres de La Via Campesina, Frédéric a réalisé que les agriculteurs et agricultrices québécois et celles ailleures dans le monde sont présentement dans un même cul-de-sac; seule l'échelle est différente. Tous sont confrontés à des problèmes d'accès à la terre, de privatisation, de droits humains, de protection des terres, d'appauvrissement, de

mondialisation des marchés, de sécurité et souveraineté alimentaire, de contrôle sur le vivant de la part des transnationales, d'exode rural, d'environnement et de changements climatiques.

La Via Campesina défend des valeurs comme la production paysanne et familiale, la souveraineté alimentaire des peuples ainsi qu'une production alimentaire et des chaînes d'approvisionnement décentralisées, sous le contrôle des peuples et des communautés.

Selon Karen, les paysans et les écologistes sont peut-être présentement les seuls au front à remettre totalement en question les ententes de libre-échange continentales et mondiales. La volonté des paysans de vivre de leurs productions, d'écouler leurs surplus sur le marché local et d'assurer la pérennité de la terre entre évidemment en contradiction avec le libéralisme économique. Cette approche paysanne est totalement opposée à



celle de l'agriculture industrielle qui privilégie avant tout la rentabilité marchande et commerciale au détriment des aspects sociaux de l'agriculture.

En ce début de 2007, une rencontre sur la souveraineté alimentaire s'organisera au Mali et Véronique Côté y représentera l'Union paysanne. Cette rencontre permettra de poursuivre la réflexion sur l'inclusion de la souveraineté alimentaire dans les ententes internationales ou l'exclusion des produits agricoles des ententes de libre-échange. Cet enjeu est fondamental pour les paysans du Sud.

L'international...qui devient local! ☀

# Y a-t-il un avenir pour les régions? Un projet d'occupation du territoire

Roméo Bouchard, illustrateur Jean Gladu, ISBN 2-923165-22-5, pages, 22\$



**AVERTISSEMENT : Ce livre peut causer des déménagements soudains en région éloignée de Montréal...**

**Les villes,** moteur de l'économie du Québec, traînent des boulets freinant sans cesse leur développement : les régions. Du moins est-ce le sentiment de nombreux citoyens et politiciens québécois. Pourtant, de la recherche génomique et biomédicale au Saguenay/Lac-Saint-Jean au Festival de la chanson de Petite Vallée, en passant par les projets de parcs éoliens et les produits du terroir, chaque coin du vaste territoire du Québec a des richesses et un potentiel de développement unique. Le fossé qui se creuse chaque jour entre les régions périphériques et la région multiculturelle de Montréal constitue une menace pour l'identité, l'intégrité et le dynamisme du Québec. Il est temps de concevoir et d'appliquer une politique cohérente d'occupation du territoire et de faire des spécificités un atout, car dans les régions, la désertion démographique et économique est particulièrement inquiétante.

Dans cet essai percutant, Roméo Bouchard pose la question des régions, souvent oubliée, parce qu'apparemment désespérée. Il retrace l'histoire du « problème », propose des solutions concrètes et décrit le visage singulier de chacun des petits pays qui composent le Québec. Ces portraits des 17 régions administratives et ses idées sur l'occupation du territoire nous montrent un Québec comme plusieurs ne l'ont jamais vu. La lutte pour la survie, le développement et la reconnaissance des régions est essentielle pour tout le pays, d'autant plus quand la diversité est mise en péril par la mondialisation. Il est à parier que les lecteurs refermeront ce livre avec en tête des projets de voyage au Québec, de développement rural et d'entraide interrégionale.

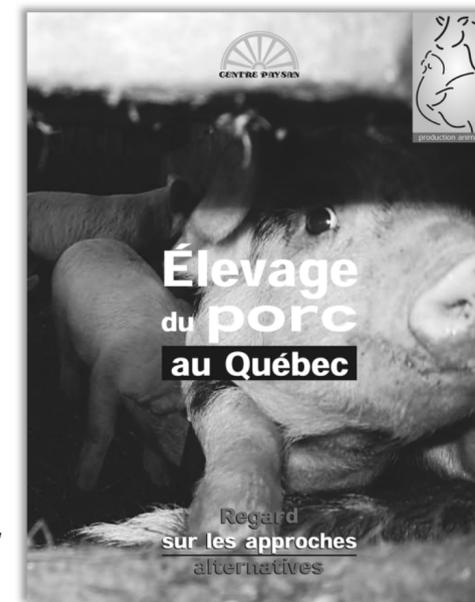
Roméo Bouchard est auteur, journaliste, agriculteur biologique, enseignant, militant actif, cofondateur et ex-président de l'Union paysanne. ☀



# Enfin une alternative!

Dans sa critique virulente de l'industrie porcine, l'Union paysanne a toujours su proposer des solutions alternatives.

En voici la concrétisation; un document technique réalisé avec des exemples québécois. Cet outil accessible et professionnel a été rendu possible grâce au soutien de la FIB.L/BIO SUISSE et du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec.



Ce document, nous l'espérons, permettra d'aborder l'élevage porcin sous un angle nouveau et de susciter des recherches plus approfondies sur un autre modèle d'agriculture. Cette brochure traite d'économie, d'alimentation, de santé, de méthodes d'élevage, le tout en contexte québécois.

**Un premier pas dans une autre direction!**

*Élevage du porc au Québec regard sur les approches alternatives.*

23 pages, Éditions Centre paysan  
Coût : 25\$, taxes et envoi inclus

C.P. 515, succ. Bureau chef  
Saint-Hyacinthe, Québec J2S 7B8  
Tél. : 450-774-7692

Courriel : paysanne@unionpaysanne.com



**Commentaire d'un lecteur :**

**Enfin, un document qui me donne le droit d'aller dehors!**

(Un porc... en liberté)

# Nouvelles brèves

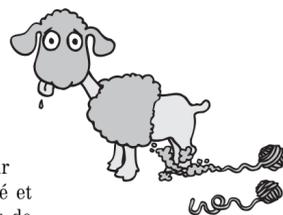
Agence de vente dans l'agneau lourd

C'est maintenant fait depuis le mois d'octobre 2006, une nouvelle agence de vente vient de s'installer dans l'agneau lourd. Un producteur devra vendre par l'entremise de l'agence de vente de la Fédération des producteurs d'agneaux et de moutons avec évidemment une retenue de 5,00\$/agneau pour frais de mise en marché et 1,75\$/agneau pour frais de classification. Le producteur souhaitant tout de même vendre directement à un consommateur devra consigner toutes ses ventes pour vérification par la Fédération.

Ceci exclut pour un producteur la possibilité de vendre directement à une boucherie, un restaurant ou une autre entreprise semblable

à moins que ceux-ci ne deviennent acheteurs auprès de la Fédération.

La demande d'exclusion des agneaux lourds biologiques faite par l'Union biologique paysanne a été rejetée par



la Régie avec peu de détails. L'Union biologique paysanne ira assurément en appel de cette décision. C'est une triste nouvelle pour la paysannerie et la vente à la ferme qui en prend pour son rhume encore une fois. Où s'arrêtera l'appétit de contrôle de l'UPA?

La FABQ n'a pas compris le message

Il y a 2 ans, la Fédération d'agriculture biologique du Québec (FABQ) affiliée à l'UPA avait le projet d'imposer une cotisation obligatoire à tous les agriculteurs biologiques.

Mal lui en pris car en très peu de temps l'Union biologique paysanne arriva à recueillir près de 250 signatures d'agriculteurs bio opposés à ce projet. Eh! bien voilà qu'elle ramène ce projet sur le tapis, forcée par l'UPA à qui elle doit plus de 100 000\$. Elle votera d'ailleurs sur cette question lors de son assemblée générale le 23 février prochain.

C'est du pareil au même dans ce syndicat qui ne réalise pas que son lien avec l'UPA est en train de couler et de la discréditer aux

yeux d'une large majorité des agriculteurs biologiques.

L'Union biologique paysanne entend cette fois-ci régler ce litige devant la Régie des marchés agricoles en présentant une pétition signée par une majorité d'agriculteurs biologiques.

Cancer du sein et agriculture

Une vaste étude ontarienne dévoilait que les femmes qui ont travaillé sur une ferme ont trois fois plus de risques de développer un cancer du sein que les autres. L'article, qui paraîtra bientôt dans les *Annals of the New York Academy of Sciences*, conclut aussi que si elle travaille ensuite dans l'industrie automobile, les risques de développer un cancer du sein pour une ex-travailleuse du milieu agricole deviennent

de 2,8 à 4 fois plus élevés que pour les autres femmes. Notons que 99% des femmes atteintes par le cancer du sein dans la région de Windsor entre 2000 et 2002 ont participé à cette recherche. Le chercheur James Brophy affirme dans le *Toronto Star* qu'après avoir éliminé les facteurs de risque traditionnels de cancer tels que la génétique, la cigarette, l'âge, le nombre d'enfants et les thérapies aux hormones, le lien avec le travail à la ferme est très apparent. Son hypothèse principale quant aux causes de ce risque élevé est la présence de pesticides.

Source : « Scientists find farm link to breast cancer », *Globe and Mail*, 12 octobre 2006 ☀

# Le Journal de l'Union paysanne y était

L'Union paysanne a tenu son 6<sup>e</sup> congrès à Montréal les 3, 4 et 5 novembre derniers au Centre 7400 sur la rue St-Laurent, sous le thème *Un tremplin vers le futur*. Le vendredi soir fut consacré à une soirée portant sur l'action internationale de l'Union paysanne au sein de La Via Campesina.

La journée suivante a permis à l'Union paysanne de faire le bilan des cinq premières années du mouvement et d'établir des perspectives futures. *La crédibilité de l'Union paysanne et notre poids dans le débat en agriculture et en alimentation sont de plus en plus importants*, ont déclaré plusieurs participants. Par ailleurs,

d'autres participants soulignaient les difficultés vécues par le mouvement depuis sa fondation et le besoin de donner un coup de barre, entre autres au chapitre des communications internes.

Loin de baisser les bras, l'ambiance suggérait plutôt le début d'une corvée afin que l'Union paysanne incarne de plus en plus la seconde

voie en agriculture. D'ailleurs, tous les postes du nouveau Conseil de coordination sont maintenant au comblés, ce qui ne s'était pas produit depuis 2 ans.

Parmi les autres sujets qui ont retenu l'attention lors de ce congrès, soulignons la relance du Journal de l'Union paysanne, la tenue de colloques, l'augmentation du

membership, et surtout la participation à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

En terminant, l'Union paysanne placera l'année 2007 sous le signe des 5 ans de sa fondation. Elle compte bien souligner l'évènement lors de la Fête bio paysanne du mois d'août! 



## Un premier Guide des paysans du Québec

Le Centre Paysan monte en ce moment le tout premier *Guide des paysans du Québec*. Un guide pratique à consulter par toute personne qui recherche des produits mis en marché par les paysans d'ici. Ce qui ne devait s'avérer qu'un simple répertoire au début, devient maintenant un guide afin de répondre à différents besoins.

 Permettre aux paysans du Québec de se connaître au travers un répertoire.

 Jeter les bases d'une définition de la paysannerie au Québec.

 Connaître les savoir-faire des paysans québécois et les rendre accessibles.

Depuis la fondation de l'Union paysanne, nous recevons des demandes fréquentes de gens qui tiennent des tables régionales, de propriétaires de gîtes, de traiteurs, de distributeurs, de grands chefs, etc.... qui veulent savoir où se procurer

des produits paysans issus du terroir Québécois.

Nous croyons maintenant important de mettre sur pied ce guide annuel, qui permettra de faire des liens entre la terre et la table.

Nous souhaitons par le fait même que des opportunités d'affaire puissent se créer et, ainsi, soutenir les fermes en région qui fabriquent des produits paysans de grande qualité. Pour avoir sillonné depuis 5 ans le Québec, nous savons qu'il se fait chez nous des produits magnifiques mais qui n'ont pas toujours la vitrine voulue. Ce répertoire soutiendra, nous l'espérons, vos efforts pour vous faire connaître.

De plus l'isolement des paysans se fait grandissant vu la situation géographique du Québec, l'absence de lien et de soutien. En ce sens nous espérons que ce guide permettra à tous de se reconnaître et de bâtir une paysannerie vivante chez nous.

Donc, si votre ferme ou entreprise offre des produits (terroir, ferme à petite échelle, produit paysan) qui, à votre avis, méritent d'être connus du Québec et que vous souhaitez en vendre aux chefs, aux gîtes, aux tables réputées, aux amateurs de terroir, nous vous invitons à consulter notre site Internet : [www.union-paysanne.com](http://www.union-paysanne.com). Cliquez sur l'onglet Guide et imprimez le formulaire. Retournez-le complété à l'adresse :

**Centre paysan**  
C.P 515  
**Succ. Bureau chef**  
**Saint-Hyacinthe**  
J2S 7B8

Notez bien que la date finale de tombée est le 17 mai 2007.

Pour information supplémentaire, contactez Benoît Girouard, porte-parole de l'Union paysanne,

au 450-533-9955  
ou [lamiral.bio@sympatico.ca](mailto:lamiral.bio@sympatico.ca)

### Petite annonce

**La ferme biodynamique Cadet-Roussel**, en Montérégie, établie depuis 30 ans en cultures maraîchères, céréalières et en petits élevages diversifiés, avec vente en ASC (agriculture soutenue par la communauté : 350 paniers en 2006), **CHERCHE RELÈVE SÉRIEUSE** pour poursuivre son projet d'agriculture écologique associative avec les consommateurs et Protec-terre. (Organisme de conservation du patrimoine agricole à perpétuité)

#### Profil recherché

-  Être courageux et honnête, être autonome et entrepreneur
-  Expérience et formation (diplôme) en agriculture biologique ou biodynamique OU expérience sociale qui démontre la capacité de vivre ensemble (vie de groupe) respect des autres (vie en communauté)
-  Adhérer à la philosophie de l'agriculture écologique associative
-  Sens de l'organisation et du social : comptabilité, administration, activité de la ferme etc. ET ouverture d'esprit et envie de prendre des responsabilités. Débrouillardise requise.
-  Désire s'établir mais s'engage d'abord pour 2 ans puis pour plus long terme, 5-10 ans.

**CONVIENDRAIT** à un couple, ou deux, ou quelques jeunes s'entendant bien entre eux, motivés et conscients de la réalité économique d'une ferme biodynamique

**Information : [www.fermecadetrroussel.org](http://www.fermecadetrroussel.org) ou demandez Anne Roussel au 450-346-4993**

## Important

Renouvellement de votre adhésion à l'Union paysanne...

### Sauvez une espèce en voie de disparition : le paysan québécois!

- Sa population diminue année après année.
- Son habitat est en péril à cause du modèle agricole industriel.
- Sa survie est menacée par plusieurs prédateurs, tels que les intégrateurs et les multinationales de l'agroalimentaire.
- De plus, le paysan québécois se bat contre le monopole syndical de l'UPA.

Adhérez ou renouvelez votre membership à l'Union Paysanne parce que : **« Un paysan c'est bien, mais deux c'est mieux! »**

Pour information : 450-774-7692

